



Office fédéral des assurances sociales
Effingerstrasse 20
3003 Berne

Berne, le 08 février 2013

**Loi sur le libre passage et loi sur la prévoyance professionnelle. Garantie moindre lors du choix par la personne assurée de certaines stratégies de placement et mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien :
procédure de consultation**

Monsieur le Conseiller fédéral,
Madame, Monsieur,

Nous vous remercions d'avoir sollicité notre prise de position sur les avant-projets de révision de la loi sur le libre passage (LFLP), respectivement de la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP) et les rapports explicatifs y relatifs.

Garantie moindre lors du choix par la personne assurée de certaines stratégies de placement

Selon la législation en vigueur, les institutions de prévoyance (IP) qui assurent uniquement la partie du salaire supérieure à 125 280 francs et qui sont donc actives exclusivement dans le domaine subobligatoire de la prévoyance professionnelle, peuvent proposer plusieurs stratégies de placement dans le cadre d'un même plan de prévoyance. La personne assurée peut ainsi opter pour une stratégie d'investissement aux rendements plus prometteurs avec, pour corollaire, un risque de pertes plus élevé. Or lorsque la personne assurée quitte l'IP, cette dernière doit lui servir la prestation de sortie minimum prévue par la LFLP. Cela a notamment pour conséquence que l'IP, et au final, le collectif des personnes assurées restantes, supporte l'éventuelle perte subie par la personne assurée sortante, dont l'avoir s'est dévalorisé à cause de la stratégie de placement qu'elle a choisi, alors que si un rendement supérieur à la moyenne est réalisé, il demeure en sa faveur.

Pour remédier à cette situation, il est proposé d'assouplir l'obligation de fournir une prestation de sortie minimum au sens de la LFLP et d'autoriser les IP concernées à verser la valeur effective de l'avoir de prévoyance de la personne assurée. Cela permettrait de déduire de la prestation de sortie une éventuelle perte encourue. Le risque de rendement négatif ne serait donc désormais plus supporté par l'IP et les autres personnes assurées, mais par la personne assurée sortante.

Sur le principe, le Parti socialiste suisse (PS) estime que la solution proposée va dans la bonne direction. Certes, il accueille avec réserve le fait que les IP doivent continuer à proposer au moins une stratégie de placement offrant la garantie du transfert d'un avoir de libre passage calculé conformément à la LFLP. Mais vu que lorsqu'un employeur propose un tel plan, toutes les personnes salariées remplissant les critères objectifs pour y être admises sont, en vertu du principe

de collectivité, obligées d'y participer et ne peuvent pas décider d'être assurée ou non auprès de l'IP concernée, le PS concède que le droit à une prestation de sortie calculée selon la LFLP ne peut pas être purement et simplement biffé.

Par ailleurs, l'assouplissement proposé pallierait quelque peu certains inconvénients relatifs aux normes comptables internationales reconnues, dont l'application n'est certainement pas évitable au regard du contexte de globalisation. Ainsi, les entreprises cotées en bourse en Suisse qui doivent présenter leur bilan selon les normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards), en l'occurrence selon la norme IAS 19 qui traite de la comptabilisation des retraites et des avantages accordés par une entreprise à ses salarié-e-s, s'engagent toujours plus prudemment en matière de prévoyance surobligatoire. Car selon la norme IAS 19, les engagements de prévoyance sont considérés comme des promesses de l'entreprise et sont donc inscrits à son bilan. Or en Suisse, l'IP, en tant qu'entité juridique indépendante, distincte de l'entreprise, établit son propre bilan. L'application de la norme IAS 19 conduit dès lors, pour les engagements de prévoyance, à des évaluations et des écritures comptables qui ne correspondent pas aux réels engagements de l'entreprise en Suisse et à ce que des sommes importantes soient de fait immobilisées. En outre, suite à la révision de la norme précitée, les écarts actuariels doivent dorénavant être reconnus immédiatement durant la période comptable où ils apparaissent, ce qui augmente la volatilité du capital propre. Même s'il s'agit d'une opération unique survenant lors de la première application de ladite norme, il en résulte de très importantes diminutions du capital propre, dans la mesure où toutes les pertes actuarielles antérieures encore non reconnues doivent l'être en une fois. La nouvelle réglementation de la LFLP qui permettrait le transfert partiel des risques de placement sur les personnes assurées concernées, a donc comme conséquence positive de tempérer les effets de l'application de la norme IAS 19 révisée. Cela encouragerait les entreprises à ne pas se désengager vis-à-vis de leur personnel et au contraire, à développer des plans de prévoyance dans le domaine surobligatoire attractifs, à l'heure où le manque de main d'œuvre très qualifiée se fait sentir dans notre pays, notamment dans les branches en voie de fort développement comme par ex. les « medtech » ou les « cleantech ».

Au vu de ce qui précède, le PS ne s'oppose pas à la mesure proposée.

Mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien

De l'avis du PS, il demeure urgent de lever le tabou sur la pauvreté dans notre pays, qui touche particulièrement les familles monoparentales, tributaires du versement des contributions d'entretien dues. Depuis plusieurs années, le PS s'est donc fermement engagé en faveur de l'élaboration d'une loi-cadre sur l'aide sociale, mais aussi en faveur de mesures ponctuelles permettant de mieux protéger les personnes concernées.

Ainsi, lors du versement de la prestation de sortie ou du capital de prévoyance à des personnes qui persistent à négliger leurs obligations d'entretien, les prérogatives des services de recouvrement doivent être améliorées en vue de garantir l'avoir de prévoyance et partant, d'accroître la protection des personnes créancières d'aliments. Si les prestations de la prévoyance professionnelle ne sont pas saisissables tant qu'elles ne sont pas exigibles, le jour où elles le deviennent, les services de recouvrement peuvent alors lancer des mesures visant à saisir ces fonds en faveur des enfants et ex-conjoints créanciers d'aliments. Mais dans bien des cas, ils sont informés trop tard du versement en capital, de sorte que la personne tenue à entretien peut faire disparaître ces fonds pour en empêcher la saisie.

Selon les modifications proposées, les services de recouvrement pourraient annoncer les personnes qui persistent à négliger leur obligation d'entretien à leurs institutions de prévoyance ou de libre passage, dans le but que ces institutions les informent à leur tour avant de procéder à un versement sous forme de capital en faveur de ces personnes. Cela devrait permettre aux services de recouvrement de saisir à temps les contributions d'entretien dues.

Tout en étant conscient des efforts administratifs que cela implique, le PS soutient la solution proposée du point de vue d'une politique sociale moderne et cohérente et prône une mise en vigueur aussi rapide que possible.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à nos remarques, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, Madame, Monsieur, l'assurance de notre haute considération.

Parti Socialiste Suisse



Christian Levrat, Président



Valérie Werthmüller, secrétaire politique

Bern, 11. Februar 2013

Bundesamt für Sozialversicherung
Internationale Angelegenheiten und
Berufliche Vorsorge
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Freizügigkeitsgesetz und Gesetz über die berufliche Vorsorge. Verminderte Garantie bei der Wahl gewisser Anlagestrategien durch den Versicherten und Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung, im Rahmen der oben genannten Vernehmlassungsvorlage Stellung zu nehmen. Gerne äussern wir uns dazu wie folgt:

Die SVP weist den vorliegenden Entwurf zurück. Es ist bereits sehr problematisch, zwei inhaltlich derart unterschiedliche Anliegen in eine einzige Vorlage zu packen. Wir fordern den Bundesrat auf, die Vorlage zurückzunehmen, den ersten Teil zu überarbeiten und auf den zweiten Teil ganz zu verzichten. Die Gründe dafür werden wir im Folgenden – ebenfalls in zwei Abschnitten – erläutern.

1. Verminderte Garantie bei der Wahl gewisser Anlagestrategien

Vorbemerkung

Solange in der beruflichen Vorsorge, insbesondere bei der Festlegung der Parameter, die die Leistungen bestimmen, nicht ausschliesslich mathematische und finanztheoretische Methoden zu Anwendung gelangen, sind auch die vom Bundesrat in seinem Bericht zu dieser Vorlage erwähnten allgemeinen Grundsätze der beruflichen Vorsorge (z.B. Wahrung des Kollektivitätsprinzips) in Frage zu stellen. Die SVP fordert hier, wie bereits in ihrer Vernehmlassungsantwort zum Bericht des Bundesrates zur Zukunft der 2. Säule, dass die Rahmenbedingungen und Parameter in der beruflichen Altersvorsorge – insbesondere die Bestimmung des Umwandlungssatzes – entpolitisiert und nach anerkannten Methoden – wie oben erwähnt – festgelegt werden. Bereits heute muss man in verschiedenen Vorsorgeeinrichtungen auf das Kapital der aktiven Versicherten zurückgreifen, weil zu hohe Renten ausbezahlt werden und diese nicht mehr durch die Ersparnisse der Rentner und Renditen auf den Vorsorgekapitalien gedeckt sind. Dieser „Rentenklaue“ ist bei den Kapitalien im überobligatorischen Bereich besonders dramatisch, weil dort u. A. keine Mindestverzinsung garantiert wird.

Ausarbeitung eines konsequent liberalen Lösungsansatzes

Das Anliegen der Motion 08.3702, dass in jenen Fällen des Überobligatoriums, wo die einzelnen Versicherten aus mehreren Anlagestrategien auswählen können, keine Kapitalgarantie beim Austritt aus der Einrichtung zu Lasten der übrigen Versicherten gegeben werden darf, ist absolut berechtigt und wird auch von der SVP unterstützt. Ebenfalls sind wir mit dem Bundesrat einig, dass die Möglichkeit, im erwähnten Bereich verschiedene Anlagestrategien anbieten zu dürfen, erhalten bleiben soll. Mit dem letzten Satz von Absatz 1 des Entwurfs „*Sie [die Vorsorgeeinrichtungen] müssen jedoch mindestens eine Strategie anbieten, bei welcher die Ansprüche nach den Artikeln 15 und 17 garantiert werden*“ wird jedoch das Obligatorium faktisch auf den ganzen bisher überobligatorischen Bereich ausgedehnt. Dies kann aber weder Ziel noch Nebeneffekt der hier gesuchten Lösung sein. Diese Forderung ist daher ersatzlos aus der Vorlage zu streichen. Auch der im Bericht zur Vorlage erwähnte Zwang zur Teilnahme am Vorsorgeplan (u. A. mit Hinweis auf den Grundsatz der Kollektivität) rechtfertigt eine solche Bestimmung nicht. Gerade im höheren überobligatorischen Bereich sind Zwänge, Vorschriften und marktwidrige Anreize nicht nur schädlich, sondern auch überflüssig. Die hier im Fokus stehenden Versicherten sind oftmals überdurchschnittlich kompetent in finanziellen Fragen, mit genügend Mitteln ausgestattet und in der Lage, eigenverantwortlich zu handeln. Es ist letztlich Sache der Arbeitgeber und Arbeitnehmer, ob und in welchem Umfang eine kollektive Altersvorsorge im überobligatorischen Bereich betrieben werden soll. Hier wird aber quasi eine Art Zwangskorporation für überobligatorisch Versicherte aufrecht erhalten, wohl in der Hoffnung, mehr Kapital zum Stopfen von Deckungslücken und Hinausschieben von Sanierungsmassnahmen verfügbar zu haben. Auch die in Absatz 2 des Entwurfs vorgesehene Zustimmung der Versicherten und ihrer Ehepartner ist nicht praktikabel, administrativ viel zu aufwändig und deshalb ersatzlos zu streichen. **Die SVP fordert den Bundesrat auf, zu diesem ersten Teil eine neue Vorlage, basierend auf einem konsequent liberalen Ansatz, auszuarbeiten, in welchem keine Kapital- oder ähnliche Garantien von Gesetzes wegen vorgesehen sind. Der neue Entwurf könnte sich somit auf den ersten Satz von Absatz 1 sowie Absatz 3 der aktuellen Vorlage beschränken.** Vorsorgeeinrichtungen sollen eine Palette von Produkten (z.B. standardisierte Lösungen) anbieten können und selbst entscheiden, welche Garantien sie auf Grund mathematischer und finanztheoretischer Berechnungen geben können und wollen. Aus diesen Varianten suchen Arbeitgeber und Arbeitnehmer gemeinsam die für sie passenden Varianten aus.

2. Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Auch wenn es gewiss stossende Fälle gibt, in denen sich säumige Unterhaltspflichtige samt ihrem Vorsorgekapital ins Ausland absetzen, sind die hier vorgeschlagenen Gegenmassnahmen aus Sicht der SVP völlig untauglich und überzogen. Faktisch würden die Einrichtungen der beruflichen Vorsorge durch diese Informationspflicht in die Mitverantwortung für die Durchsetzung von Unterhaltsansprüchen genommen. Diese Aufgabe ist jedoch der Tätigkeit von Pensionskassen

völlig wesensfremd. Aus folgenden Gründen ist Teil zwei des Entwurfs aus Sicht der SVP abzulehnen bzw. ersatzlos zu streichen:

- Ungeklärt ist die Frage, welche Konsequenzen sich für Vorsorgeeinrichtungen ergeben, die der Pflicht zur Information der Behörden und zur Auszahlungssperre nicht nachkommen. Werden diese dann finanziell haftbar für die ausstehenden Unterhaltspflichten? Auf die gesetzliche Einführung von Pflichten ohne klare Bestimmungen für die Durchsetzung oder Sanktionen ist zu verzichten.
- Die Frage der finanziellen Auswirkungen wird im Bericht zur Vorlage so gut wie nicht behandelt. Dabei hätte unbedingt geklärt werden müssen, welchen administrativen Aufwand man den Vorsorgeeinrichtungen hier aufbürden will. Immerhin würden diese auf Geheiss einer Behörde dazu verpflichtet, mindestens temporär eine Überwachungsfunktion für bestimmte Personen in ihrem Versichertenkreis zu übernehmen. Zu bedenken ist auch, dass offene Schulden bei mehreren Kantonen bestehen können und die Einrichtungen dann gegenüber mehreren Kantonen Meldepflichten haben. Gerade in Zeiten, wo die Verwaltungskosten auch im Bereich der Vorsorgeeinrichtungen Gegenstand heftiger Diskussionen und politischer Auseinandersetzungen sind, dürfen nicht derart leichtfertig neue kostspielige Aufgaben und Pflichten für die Pensionskassen eingeführt werden.
- Es gibt keinen Grund und keine Garantie, dass nicht weitere Behörden wie Steuer- oder Strassenverkehrsämter etc., bei welchen Personen offene Schulden haben können, kurz- bis mittelfristig ebenfalls mit solchen Kompetenzen ausgestattet werden und damit Pensionskassen zur Meldung und Blockierung von Auszahlungsbegehren zwingen können. Dies würde den Aufwand für die Vorsorgeeinrichtungen nochmals massiv erhöhen und die Behörden insgesamt in eine zunehmend übermässig privilegierte Position als Gläubiger heben.
- Es ist zu befürchten, dass in der Folge dieser Gesetzesänderung in Zukunft auch Banken und andere Finanzdienstleister wie Vermögensverwalter mit ähnlichen Pflichten belegt werden könnten. Dadurch würde einem umfassenden Zugriff des Staates und seiner Behörden auf die Vermögen der Bürgerinnen und Bürger das Terrain bereitet.
- Es wird eingeräumt, dass Dritte (andere Gläubiger) Kenntnis von diesen rechtlichen Schritten der Behörden erhalten und somit auf den Plan gerufen werden, ebenfalls rechtliche Schritte gegen den Schuldner einzuleiten und Ansprüche auf dessen Vorsorgekapital geltend zu machen. Eine derart nonchalante Haltung gegenüber Schuldnern und deren Vorsorgekapital ist unangebracht, insbesondere wenn man bedenkt, wie viele Massnahmen sonst für den Schutz der Persönlichkeitsrechte von Beschuldigten bei wesentlich schwereren Delikten zur Anwendung gelangen.
- Im erläuternden Bericht wird erwähnt, dass auch mit der hier vorgesehenen Änderung nur in jenen Fällen wirksame Massnahmen ergriffen werden können, wo die Vorsorgeeinrichtung des Schuldners bekannt ist. Ist dies nicht der Fall, kommen die Schuldner ungeschoren davon. Das bedeutet aber, dass hier ein mit Willkür behaftetes Verfahren zur Anwendung kommen soll, was eines Rechtsstaates unwürdig ist.

- Es erscheint inkonsistent, wenn man dann, wenn es wie in dieser Vorlage um Vermögenswerte geht, an die ordnungspolitischen und rechtsstaatlichen Grenzen gehen will, bei ins Ausland zahlbaren AHV- und IV-Renten jedoch Pfändungen oder Sistierungen als praktisch unmöglich erachtet, selbst wenn hier ebenfalls offene Schulden gegenüber dem Staat bestehen. In solchen Fällen sollten die Behörden eine allfällige Rente zurückbehalten bis die Ausstände beglichen sind.
- In seinem Bericht vom 4. Mai 2011 „Harmonisierung Alimentenbevorschussung und Alimenteninkasso“ verwirft der Bundesrat eine Alternativlösung, bei welcher die Behörde, bei der eine Abmeldung ins Ausland erfolgt – im Sinne einer Holpflicht – selbst abklären muss, ob Unterhaltsschulden bestehen. Er argumentiert, dass dabei nur Kapitalauszahlungen bei Abreise ins Ausland erfasst und privatrechtliche Verbindlichkeiten nicht abgedeckt würden. Man müsse folglich den Behörden die Möglichkeit zur umfassenden Überprüfung der privatrechtlichen Verhältnisse geben, was aber unverhältnismässig wäre. Dieser Argumentation können wir nicht folgen, denn erstens dürfte bei den hier im Fokus stehenden Fällen in der Tat häufig eine Abreise ins Ausland geplant sein. Und zweitens geht es ja nicht um privatrechtliche Schulden, sondern nur um solche gegenüber jener Behörde, welche sich um Alimentenbevorschussung und -inkasso kümmert. Es scheint, als ob der Bund hier einen Zugriff auf Vorsorgevermögen einrichten, aber den Aufwand dafür hauptsächlich den Vorsorgeeinrichtungen anhängen will.

Insbesondere der zweite Teil der Vorlage ist in ordnungspolitischer und rechtsstaatlicher Hinsicht völlig verfehlt und aus oben genannten vielfältigen Gründen klar abzulehnen. Die SVP fordert den Bundesrat auf, ausschliesslich für den ersten Teil der Vorlage einen neuen Entwurf auszuarbeiten, welcher den drei einzig verantwortlichen und kompetenten Akteuren im überobligatorischen Bereich der beruflichen Vorsorge, nämlich den Arbeitnehmern, den Arbeitgebern und den Vorsorgeeinrichtungen die Möglichkeit gibt, ohne ein unnötig enges gesetzliches Korsett Produkte und Lösungen zu schaffen, die den Bedürfnissen der Versicherten gerecht werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI

Der Parteipräsident



Toni Brunner
Nationalrat

Der Generalsekretär



Martin Baltisser

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld Internationale Angelegenheiten
und berufliche Vorsorge
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Bern, 7. Februar 2012

Vernehmlassung: Freizügigkeitsgesetz und Gesetz über die berufliche Vorsorge. Verminderte Garantie bei der Wahl gewisser Anlagestrategien durch den Versicherten und Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit dem Schreiben vom 24. Oktober 2012 wurden wir eingeladen, zu einer zweiteiligen Vorlage im Bereich der beruflichen Vorsorge Stellung zu nehmen. Einerseits handelt es sich dabei um eine Anpassung der Freizügigkeitsleistungen bei wählbaren Anlagestrategien, andererseits um Gesetzesänderungen, um Personen besser zu schützen, die Anspruch auf Unterhaltsbeiträge haben. Für diese Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir bestens.

Anpassung der Freizügigkeitsleistungen bei wählbaren Anlagestrategien

Heute können Pensionskassen, die ausschliesslich Lohnanteile über 125'280 Franken versichern, ihren Versicherten innerhalb eines Vorsorgeplans die Wahl zwischen unterschiedlichen Anlagestrategien anbieten. So kann sich jemand z.B. für eine Anlagestrategie entscheiden, mit der zwar höhere Erträge möglich sind, bei der aber auch das Risiko von Verlusten grösser ist.

Das Stossende ist, dass nach heutigem Recht der Versicherte beim Kassenaustritt die Garantie hat, die minimale Austrittsleistung nach FZG zu erhalten. Dieser Minimalanspruch besteht auch dann, wenn das Vorsorgeguthaben aufgrund der riskanteren Anlagestrategie erzielen liessen an Wert verloren hat. Das bedeutet in der Folge nichts anderes, als dass das verbleibenden Versichertenkollektiv allfällige Verluste tragen muss. Allfällige erzielte „Gewinne“ hingegen, darf jedoch von der austretenden Person mitgenommen werden.

Die CVP begrüsst, dass dieser Missstand nun behoben wird und unterstützt diesen Teil der Vorlage. Die Vorsorgeeinrichtungen sollen in Zukunft mindestens eine Anlagestrategie anbieten müssen, bei der das Gesetz weiterhin vollumfänglich zur Anwendung gelangt. Im Gegenzug wird die Verpflichtung, den Mindestbetrag als Austrittsleistung mitgeben zu müssen,

geloockert, die Kasse muss der versicherten Person im Zeitpunkt des Austritts nur der effektive Wert des Vorsorgeguthabens mitgeben.

Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Der zweite Teil der Vorlage umfasst Anpassungen des Gesetzes über die berufliche Vorsorge und des Freizügigkeitsgesetzes, um Personen besser zu schützen, die Anspruch auf Unterhaltsbeiträge haben. Die CVP unterstützt diese Zielsetzung und möchte durch die vorliegende Gesetzesrevision sicherstellen, dass Kinder mit alleinerziehenden Müttern oder Vätern bestmöglich vor dem erhöhten Armutsrisiko und der Sozialhilfeabhängigkeit geschützt werden. Im Bericht des Bundesrates „Harmonisierung Alimentenbevorschussung und Alimenteninkasso“ war aufgezeigt worden, dass es oft nicht gelingt, Gelder zugunsten von (Ex-)Ehegattinnen, Ehegatten oder Kindern rechtzeitig zu sichern, wenn Alimentenschuldner sich Vorsorgeguthaben ihrer Pensionskasse in Kapitalform ausbezahlen lassen. Obwohl der gesetzliche Anspruch besteht, erfahren die Inkassobehörden in vielen Fällen zu spät von Kapitalauszahlungen. Somit können Unterhaltspflichtige den ausbezahlten Betrag beiseite schaffen und dem Zugriff der Inkassobehörden entziehen.

Künftig können die Inkassobehörden den Pensionskassen und Freizügigkeitseinrichtungen jene Personen, die Ihre Unterhaltspflicht vernachlässigen, melden. Sobald der gemeldete Versicherte Vorsorgekapital ausbezahlt haben möchte, müssen die Behörden darüber informiert werden. Als Familienpartei steht für die CVP das Wohl des Kindes an erster Stelle. Daher stellt diese Gesetzesänderung aus Sicht der CVP einen wichtigen Schritt hin zu einem besseren Schutz der Sicherung der finanziellen Bedürfnisse des Kindes dar.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüssen

CHRISTLICHDEMOKRATISCHE VOLKSPARTEI DER SCHWEIZ

Sig. Christophe Darbellay
Präsident CVP Schweiz

Sig. Beatrice Wertli
Generalsekretärin CVP Schweiz

Parti Evangélique Suisse

Secrétariat Général

Nägelligasse 9

Case postale 294

3000 Berne

Tél. 031 351 71 71

Fax 031 351 71 02

info@evppev.ch

www.evppev.ch

Office fédéral des assurances sociales
Effingerstrasse 20
3003 Berne

Berne, le 11 février 2013

Loi sur le libre passage et loi sur la prévoyance professionnelle. Garantie moindre lors du choix par l'assuré de certaines stratégies de placement et mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien.

Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV).

Monsieur le Conseil fédéral

Madame, Monsieur,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de s'exprimer sur l'avant projet mentionné et vous fait volontiers part de ses remarques.

Partie 1 : Loi sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité

Le PEV, favorable au principe de responsabilité individuelle, soutient la modification de la loi sur le libre passage. Ceux qui choisissent de prendre plus de risques, en assumant les conséquences, qu'elles soient positives ou négatives.

Dans la mesure où l'individualisation du système de prévoyance a été approuvée par le Parlement lors de la 1^{ère} révision de la LPP, il est juste que l'existence d'institutions de prévoyance offrant différentes stratégies de placement soit assurée et que par conséquent la possibilité existante de choisir une telle institution soit garantie. Le PEV souligne toutefois de manière insistante que cette possibilité ne doit exister que pour la part surobligatoire de l'assurance vieillesse afin de ne pas mettre en péril le principe de base d'assurance vieillesse garanti par la loi. Il est de plus nécessaire de garantir qu'aucun assuré, à part l'assuré concerné, n'ait à assumer les conséquences des risques pris par le choix de stratégies différenciées plus risquées.

Le PEV se déclare en accord avec le principe que ceux qui choisissent de prendre des risques en portent les conséquences, qu'elles soient positives ou négatives. Spécifier que seule la valeur effective de l'avoir au moment de la sortie peut être versée aux personnes ayant choisi des stratégies sans garantie est juste et équitable aux yeux du PEV. Les autres assurés ne doivent pas être porteurs des risques pris par certains et cette proposition représente une bonne garantie. Elle représente également une garantie pour la pérennité des institutions offrant ces options diversifiées, puisque celles-ci n'ont pas à porter le poids des risques choisis par leurs clients. Il s'agit par conséquent d'une très bonne solution puisque elle ménage les

assurés et les institutions tout en offrant la diversification souhaitée par certains.

Le rapport mentionne que des conséquences financières et administratives sont attendues. Le PEV estime que ces conséquences font partie du système de prévoyance individualisée et qu'il doit ainsi être à la charge de ceux qui en bénéficient, soit par ceux qui choisissent ces placements individualisés.

Le PEV salue également les mesures prises en faveur de la transparence en matière de communication des avantages et risques. Celle-ci est indispensable afin de protéger toutes les parties. De plus, l'obligation d'accord du conjoint en cas de choix de stratégie sans garantie est également approuvée par le PEV. Les mesures de protection envers l'institution de prévoyance afin de limiter leurs risques en cas de changements de stratégies des assurés sont également acceptables pour le PEV.

Projet 2 : Mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien

Soucieux du droit et de la défense des plus faibles, le PEV relève l'importance de la mesure proposée afin d'assurer les droits des enfants et des (ex-) conjoints. Dans les situations où les versements des aliments ne se font pas sur une période prolongée, ce sont souvent les enfants qui en souffrent. De plus, l'aide sociale doit très souvent intervenir afin de remédier à ces situations. Ces mesures devant permettre l'aide au recouvrement en cas de paiement de prestations du 2^{ème} pilier sous forme de capital à des personnes négligeant leurs obligations d'entretien représentent une alternative responsable et relativement simple permettant une meilleure protection du droit des enfants et permettant dans une certaine mesure de décharger l'aide sociale.

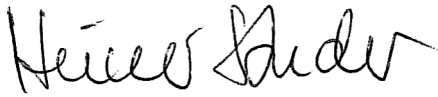
Relevons tout d'abord que le PEV est contre les retraits sous forme de capital de l'avoir de vieillesse. Toutefois, dans la mesure où ces versements sous forme de capital demeurent possibles, le PEV estime, dans le cas de négligence de l'obligation d'entretien, qu'il est juste que ce capital soit en priorité destiné à remplir les devoirs non assumés. Or, il est plus facile de faire disparaître un capital et de se soustraire ainsi à ses obligations, que cela n'est le cas dans le cas de versements de rentes régulières. Le PEV juge par conséquent que les mesures d'annonce obligatoire de versement de capital sont adaptées tout comme les mesures présentées. La collaboration entre institutions de prévoyance et les autorités en charge de la protection de l'enfant représente une solution simple et paraissant efficace. Les conditions étant fixées dans la loi, elles sont identiques pour tous et favorisent la transparence en matière de traitement des cas. Un des points positifs relevés par le PEV, est que ces mesures n'engendrent pas la création de nouvelles structures administratives, mais permettent un meilleur fonctionnement des mécanismes existants. Cela engendre peu de frais supplémentaires et plus d'efficacité.

Le PEV estime que les mesures proposées sont cohérentes et applicables et les soutient sans réserve.

Nous vous remercions pour la prise en compte de notre opinion ainsi que pour le précieux

travail accompli et vous transmettons, M. le Conseil fédéral, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)



Président du Parti
Heiner Studer



Secrétaire général
Joel Blunier

FDP.Die Liberalen, Postfach 6136, 3001 Bern

Bundesamt für Sozialversicherung
Geschäftsfeld Internationale Angelegenheiten
und berufliche Vorsorge
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Bern, 05. März 2013 / cjr
BVG_Garantie_Unterhalt

Freizügigkeitsgesetz und Gesetz über die berufliche Vorsorge. Verminderte Garantie bei der Wahl gewisser Anlagestrategien durch den Versicherten und Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Vernehmlassungsantwort der FDP.Die Liberalen

Sehr geehrte Damen und Herren

Für Ihre Einladung zur Vernehmlassung zur oben genannten Vorlage danken wir Ihnen. Gerne geben wir Ihnen im Folgenden von unserer Position Kenntnis.

1. Verminderte Garantie bei der Wahl gewisser Anlagestrategien durch den Versicherten

FDP.Die Liberalen unterstützt die Forderung der Motion Stahl 08.3702: Wählt ein Versicherter im hohen überobligatorischen BVG-Bereich eine risikoreiche Anlagestrategie und erzielt eine negative Rendite, so muss der Versicherte vollumfänglich die Konsequenzen tragen. Es ist stossend, dass der entstandene Verlust beim Austritt aus einer Vorsorgeausrichtung von den verbliebenen Versicherten getragen werden muss. Diese ungewollte Barriere im Freizügigkeitsgesetz verhindert ausserdem die Entwicklung solcher dringend benötigten „Freiräume“ im BVG (gemäss Art. 1e BVV 2). Daher soll Art. 1e BVV 2 nicht aufgehoben werden. Die Wahl von Anlageplänen soll im hohen überobligatorischen Bereich weiterhin möglich sein. Diese Wahlmöglichkeit soll aber nicht zwingend *innerhalb einer einzigen Vorsorgeeinrichtung* bestehen. Denkbar wäre auch eine Wahl zwischen zwei Vorsorgeeinrichtungen, wobei eine nicht ausschliesslich Lohnanteile über dem anderthalbfachen oberen Grenzbetrag versichert.

Minimalgarantien – Der Gesetzesentwurf sieht vor, dass Vorsorgeeinrichtungen, welche von der Möglichkeit unterschiedlicher Anlagepläne (gemäss Art. 1e BVV2) Gebrauch machen, mindestens einen Vorsorgeplan anbieten müssen, welcher die gesetzlichen Mindestleistungen garantiert (d.h. Austrittsleistung gemäss Art. 15 und 17 FZG). Wer sich für einen risikoreicheren Anlageplan entscheidet, verzichtet auf die Garantie gemäss Art. 15 und 17 FZG.

Diese Bestimmung wird abgelehnt. Pensionskassen sollen nicht dazu verpflichtet werden, einen Vorsorgeplan gemäss Art. 15 und 17 FZG anbieten zu müssen. Wenn in diesem hohen Bereich des BVG überhaupt gesetzliche Garantien gerechtfertigt sind, wäre als Alternative eine risikoarme Strategie mit einer Nominalwertgarantie denkbar.

Informationspflichten der Vorsorgeeinrichtung - Hier soll auf die Entwicklung elektronischer Geschäftsmodelle Rücksicht genommen werden (vgl. *schriftliche* Zustimmung in Art. 19a Abs. 2 FZG). Über die standartmässige Unterzeichnung eines (elektronischen) Formulars weitergehende Informationspflichten seitens der Vorsorgeeinrichtungen sind nicht notwendig.

Schriftliche Zustimmung der eingetragenen Partnerin, des eingetragenen Partners, der Ehegattin, des Ehegatten – Die vorgeschlagene Zustimmungserfordernis des (Ehe-) Partners wird grundsätzlich unterstützt. Wie bereits erwähnt, wird der Wechsel von Anlagestrategien heute unter anderem über elektronische Portale gehandhabt. Auch hier soll im Hinblick auf bereits vorhandene (und zukünftige) Lösungen ein schlanker gesetzlicher Rahmen formuliert werden, welcher Raum für Innovation und tiefere Verwaltungskosten offen lässt.

2. Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Die Vorlage wird in dieser Form abgelehnt. Die kontinuierliche Ausweitung der Aufgabenbereiche einer Vorsorgeeinrichtung führt zwangsweise zu steigenden Verwaltungskosten. Auch wenn das Anliegen dieser Vorlage aufgrund von stossenden Einzelfällen seine Berechtigung hat, wird hier infrage gestellt, ob der zusätzliche administrative Aufwand und die Übernahme von vorsorgefremden Aufgaben für Vorsorgeeinrichtungen in einem vernünftigen Verhältnis zum Problem stehen.

Im erläuternden Bericht werden die Auszahlungssituationen auf 600-800 pro Jahr geschätzt. Verglichen mit der grossen Anzahl an Vorsorgeeinrichtungen in der Schweiz ist die Zahl äusserst gering. Die Übernahme von vorsorgefremden Aufgaben erhöht die bereits beträchtliche Komplexität der Durchführung der beruflichen Vorsorge und treibt die Verwaltungskosten weiter in die Höhe. Es stellen sich ausserdem schwierige Haftungsfragen – so zum Beispiel, wenn ein Unterhaltspflichtiger die Vorsorgeeinrichtung wechselt und sein Kapital beziehen kann, weil die Kommunikation zwischen beiden Vorsorgeeinrichtungen nicht erfolgte.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unserer Überlegungen.

Freundliche Grüsse

FDP.Die Liberalen
Der Präsident



Philipp Müller
Nationalrat

Der Generalsekretär



Stefan Brupbacher